

*Questions orales*

**Mme Jewett:** Monsieur le Président, je remercie le ministre et j'espère qu'il fera bien comprendre à M. Schultz que nous nous inscrivons totalement en faux contre le fait que les États-Unis financent l'agression des Contras.

## L'APPUI DONNÉ AUX CONTRAS PAR LES ÉTATS-UNIS

**Mme Pauline Jewett (New Westminster—Coquitlam):** Monsieur le président, j'ai une deuxième question à poser au ministre. N'est-il pas temps de manifester davantage publiquement l'opposition du Canada contre cette aide et cette agression? Ainsi, lorsqu'il a rencontré George Schultz en Californie le mois dernier, pourquoi n'en a-t-il pas profité, comme il l'avait fait dans les capitales de l'Europe de l'Est avant, pour déclarer publiquement que le Canada s'opposait à certaines des politiques du gouvernement américain et notamment à l'aide accordés aux Contras par les États-Unis?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, comme le sait sans doute la députée puisqu'elle est le porte-parole de son parti en politique étrangère, il n'y avait pas rien que M. Schultz à la réunion qui s'est tenue en Californie. Le ministre des Affaires étrangères du Mexique, M. Sepulveda, était présent également. C'était la première fois que des ministres des Affaires étrangères du Mexique, des États-Unis et du Canada se réunissaient. Nous avons naturellement abordé la question du Nicaragua et de l'Amérique centrale. Si je n'en ai pas parlé dans le discours que j'ai prononcé en public, c'est parce que l'on a demandé explicitement qu'il porte sur le développement de la bordure du Pacifique. Voilà le sujet dont le ministre des Affaires étrangères Sepulveda, le secrétaire Schultz et moi-même avons tous parlé.

LES CONSÉQUENCES DE L'ATTAQUE DES CONTRAS—LA  
POSSIBILITÉ POUR LE PARLEMENT D'ADOPTER UNE  
RÉSOLUTION

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est):** Monsieur le Président, comme on l'a dit, cette attaque que des Contras financés par les Américains ont lancée sur le village de Dionisio Quinteio Castra où des Agriculteurs canadiens pour la paix gèrent un programme de développement avec l'aide du gouvernement canadien, a fait dix morts, huit blessés et trois prisonniers chez les Nicaraguayens. Elle a causé de graves dommages à un centre médical et à d'autres importantes installations communautaires. Je me réjouis que le ministre ait critiqué cette attaque dans une déclaration, vendredi. Cependant, pour éviter que les Américains n'ignorent le message, serait-il prêt à consulter les partis d'opposition et à rédiger une résolution appropriée que nous pourrions tous appuyer, condamnant cette attaque et la politique des États-Unis à l'égard des Contras?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, évidemment, je suis prêt comme d'habitude à consulter mes collègues de la Chambre. Je tiens beaucoup aussi à ce que le Canada adopte des politiques et fasse des déclarations qui amènent des résultats constructifs et qui ne soient pas de simples expressions d'opinion. Je pense que le député est d'accord là-dessus, en général.

Il serait peut-être plus approprié que je rencontre le député ainsi que la députée de New Westminster—Coquitlam (M<sup>me</sup> Jewett) à mon retour de l'ASEAN. Malheureusement, ce ne sera pas avant la fin de juin. Je discuterai alors avec eux les résultats de mes entretiens avec le secrétaire Shultz pour voir si la Chambre ne devrait pas prendre d'autres mesures.

L'OPPOSITION DES MEMBRES DU CONGRÈS AMÉRICAIN À LA  
POLITIQUE DU PRÉSIDENT

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est):** Monsieur le Président, je suis en contact avec des membres du Congrès américain qui s'opposent énergiquement à la politique du président Reagan à l'égard du Nicaragua et du financement des Contras. Le ministre ne convient-il pas que si toute la Chambre offrait son appui à ces membres du Congrès, elle aiderait beaucoup à mettre fin à ce genre d'ingérence dans les affaires du Nicaragua que personne d'entre nous n'accepte? Nous devrions absolument appuyer ces membres du Congrès américain dans leur lutte pour amener la paix dans cette région.

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, c'est justement la question. Le député dit que cette Chambre pourrait aider à modifier la politique des États-Unis si elle adoptait une résolution appuyant la position d'un groupe de membres du Congrès qui n'établissent pas cette politique. Je pense que les conséquences d'une telle action pourraient être nuisibles. Elle pourrait rendre le but visé par le député plus difficile et non moins difficile à atteindre. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai toujours hésité à procéder ainsi.

Je dirais simplement que lorsque cette question a été portée à mon attention par un membre de l'Organisation des agriculteurs pour la paix, Barry King, qui pratique l'agriculture à l'ouest de ma ville natale, j'étais en contact avec l'Organisation et j'ai fait une déclaration aussi rapidement que possible. Je trouve intolérable qu'un projet auquel participent des Canadiens soit soumis à une telle attaque et je vais voir s'il y a des mesures pratiques que nous pouvons prendre.

\* \* \*

## L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—LES RELATIONS DU CANADA AVEC  
L'AFRICAN NATIONAL CONGRESS

**M. Alan Redway (York-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dirait-il à la Chambre si le président Botha de l'Afrique du Sud a demandé au Canada de rompre ses relations avec l'African National Congress, en échange de quoi son pays établira un programme de réforme? Si oui, dirait-il à la Chambre quelles réformes ce programme comprendrait et si cela entraînerait l'expulsion du Canada du principal représentant de l'ANC ici, M. Yusuf Saloojee?